Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

22 mars 2005
N°291 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

ENTRETIEN EXCLUSIF

Samir Abid : « Ce qui se passe en Irak n'a pas commencé avec l'invasion, mais il y a quinze ans »

Shabakat Voltaire a interrogé Samir Abid, le porte-parole du Mouvement pour la rénovation démocratique en Irak. Après avoir combattu l'Ancien régime de Saddam Hussein, il lutte contre le nouveau, qu'il juge pire encore, et soutient la résistance contre l'occupation par les États-Unis. Très attaché à l'unité irakienne, il voit d'un mauvais œil l'aide des États limitrophes et particulièrement de l'Iran auquel il prête une influence délétère sur la communauté chiite. Enfin, il confirme que les pertes états-uniennes sont beaucoup plus importantes que Washington ne l'admet.

Propos recueillis par Yasmina Salah.

page 2

Les profits, cache-sexe du réalignement

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Philip H. Gordon et James Steinberg dénoncent les ventes d'armes européennes à la Chine et demandent de sévères limitations. De leur côté Yu Jie, Ding Zilin et Liu Xiaobo pensent qu'elles nuiraient à la population chinoise. Ces deux textes brocardent le mercantilisme européen. En effet, aussi bien chez les tenants d'une alliance continentale que dans les cercles atlantistes, le réalignement franco-allemand vers la Russie et la Chine reste un tabou.

page 12

REPÈRE : 22 MARS 2004

Profits de guerre

Un an après l'invasion US en Irak, Bagdad dispose de quelques heures de courant éléctrique par jour et la pénurie de combustible fait exploser les prix. L'administration militaire passe donc commande à la société Kellog Brown Root, filiale de Halliburton et dont l'ancien PDG est l'actuel vice-président US Dick Cheney, d'approvisionner le marché de Bagdad en gaz propane. La livraison sera exécutée le 22 mars 2003 et payée rubis sur ongle. Un an plus tard, les auditeurs de la Defense Contract Audit Agency, qui épluchent les comptes de l'occupation irakienne, découvriront avec stupéfaction, que Halliburton à facturé 27,5 millions de dollars pour acheminer un chargement dont la valeur ne dépassait pas les 82 000 dollars : le propane avait été achété au Koweit et revendu 335 fois plus cher en Irak. Interrogée par la presse, la porte parole de la firme s'emportera contre les critiques qui « *n'ont aucune notion de la dure réalité que nous affrontons sur le terrain* ». Source : http://www.chron.com/cs/CDA/ssistory.mpl/business/3085603 ■

LE CAS AL-KHUBAISI ÉVOQUÉ DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Intervenant au nom du Forum social mondial à la 61è session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le 20 mars 2005, notre ami le syndicaliste français Jean-Pierre Page (5è en partant de la droite sur la photo) sur a fait scandale en déclarant : « *Si l'on veut préserver l'intégrité des hommes, nous devons respecter l'intégrité des États. Symbole de cette résistance pour le droit à exister, le FSM veut saluer le combat courageux d'un des 10 000 prisonniers politiques irakiens : M. Al Khubaisi*[second à droite sur la photo], *journaliste enlevé à Bagdad par les services de l'Ambassadeur des États-Unis. Hommage à ce patriote irakien, opposant hier d'un régime déchu, aujourd'hui combattant de la liberté pour la souveraineté d'un peuple que les États Unis n'arriveront ni à humilier, ni à briser ! J'en appelle au soutien à la résistance d'un homme et de tout un peuple qui en résistant font honneur à l'humanité toute entière* ».

Cette intervention n'aura pas été vaine, elle devrait déboucher sur un projet de résolution que les États membres de la Coalition s'emploient déjà à faire échouer. ■

Entretien exclusif

Samir Abid : « Ce qui se passe en Irak n'a pas commencé avec l'invasion, mais il y a quinze ans »

Shabakat Voltaire a interrogé Samir Abid, le porte-parole du Mouvement pour la rénovation démocratique en Irak. Après avoir combattu l'Ancien régime de Saddam Hussein, il lutte contre le nouveau, qu'il juge pire encore, et soutient la résistance contre l'occupation par les États-Unis. Très attaché à l'unité irakienne, il voit d'un mauvais œil l'aide des États limitrophes et particulièrement de l'Iran auquel il prête une influence délétère sur la communauté chiite. Enfin, il confirme que les pertes états-uniennes sont beaucoup plus importantes que Washington ne l'admet. Propos recueillis par Yasmina Salah.

Shabakat Voltaire : *Vous représentez le « Mouvement pour la réforme démocratique en Irak », un parti politique d'opposition. Pouvez-vous nous le présenter et préciser sa position dans la situation actuelle en Irak ?*

Samir Abid : Nous constituons effectivement un mouvement politique présent sur la carte politique irakienne et en opposition à l'occupation de notre pays. Nous croyons à un Irak unifié ainsi qu'à la création d'un système parlementaire

libre et garantissant l'alternance des pouvoirs. Nous croyons aussi à la séparation des trois pouvoirs et voulons construire des relations équilibrées avec tous les pays du monde. Notre mouvement dénonce également la logique des quotas ethniques et communautaires dans les institutions, car cela représente une démarche anti-démocratique et, dans ce contexte, nous ne pouvons qu'être étonnés par le fait que ce soient les États-Unis qui aient introduit ce système en Irak. Nous nous opposons aussi à l'existence des milices armées qui sont soutenues par les États-Unis et qui s'opposent bien entendu à la démocratie.

Notre mouvement entretient des bonnes relations avec toutes les tendances politiques en Irak, et plus particulièrement avec le courant musulman chiite « sadriste » présidé par S. Exc. Moqtada Al-Sadr, nous avons aussi de bonnes relations avec la conférence présidée par la référence religieuse chiite Al-Khalissi, et aussi avec le Comité des oulémas sunnites, mais également avec toutes les autres forces irakiennes à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Nous coopérons également avec l'ensemble des forces, sauf avec les Irakiens qui ont eu du sang innocent sur les mains, soit pendant l'Ancien régime, soit depuis le début de l'occupation.

Nous constatons que quasiment tous les problèmes existant jusqu'à présent en Irak, comme ceux qui s'annoncent, sont le résultat de la politique états-unienne. C'est pourquoi nous demandons fermement l'évacuation de l'Irak par les États-Unis. Cela nous permettra de reconstruire avec ce pays une nouvelle forme de relations basée sur le respect mutuel, sans aucune ingérence dans les affaires intérieures des Irakiens. Nous demandons un calendrier pour ce retrait dans le cadre d'une conférence internationale qui légitimerait toute décision liée à ce processus. Nous appelons également à une conférence nationale rassemblant toutes les sensibilités politiques sans exception. Cette conférence aura comme mission la création d'un Conseil national qui désignera un gouvernement transitoire permettant la rédaction finale d'une constitution irakienne acceptable par tous les Irakiens. Pour atteindre cet objectif, nous proposons la venue d'une Commission d'observation des Nations-unies et de pays neutres dans le conflit irakien, comme la France, la Suisse, l'Allemagne, la Russie ainsi que toutes les organisations mondiales concernées. Il n'y aura pas de solution tant que durera l'occupation.

Quelle est votre analyse de la situation en Irak aujourd'hui. Est-ce une guerre, ou une situation de chaos prenant la forme d'une guerre ?

Samir Abid : Ce qui se passe aujourd'hui en Irak n'est pas un phénomène soudain ou la simple conséquence des évènements de l'année 2003, il s'agit d'un très long feuilleton. En 1991, George Bush (père) a appelé le peuple irakien à la révolte contre le régime de Saddam Hussein ; le peuple s'est alors révolté dans le Nord et le Sud. Quatorze provinces sur dix-huit sont tombées aux mains de la rébellion, mais Bush (père) a ensuite ordonné au général Schwartzkopf d'arrêter toute attaque contre l'armée du régime. Et nous avons assisté à ce qu'on a appelé « les accords de la tente de Safwane » entre les Américains et les autorités irakiennes. Dick Cheney, alors secrétaire à la Défense, a déclaré : « *par ordre du président, nous avons donné le feu vert aux hélicoptères et à l'armée irakienne de circuler en toute liberté* ». Les rebelles ont été bombardés par des

hélicoptères, des chars et des missiles (sol-sol) sous le regard passif des aviateurs états-uniens.

Puis notre peuple a dû subir le dur embargo qui a duré 13 ans sous le prétexte de détention d'armes de destruction massive. En fin de compte, il s'est avéré qu'il n'y avait ni armes de destruction massive, ni lien avec Al-Qaïda. Je rappelle que l'embargo a fait un million de morts, dont la majorité étaient des enfants.

Puis il y a eu la guerre sous le prétexte de restaurer la démocratie et d'aider les Irakiens. Nous découvrons qu'il s'agit d'un colonialisme monstrueux qui humilie les Irakiens et a contribué à aggraver la situation des Droits de l'homme. Un colonialisme qui a transformé l'Irak en une zone de crimes et de délinquance, et qui a détruit complètement l'État. Ils ont volé le patrimoine irakien et les secrets d'État. Ils ont rapidement transformé l'Irak en un laboratoire expérimental pour l'administration états-unienne des néo-conservateurs. Le 9 avril 2003, le régime irakien s'est effondré, mais le 31 janvier 2005, c'est l'État irakien qui s'est effondré, quand il y a eu des élections sous le contrôle des armes états-uniennes, au son des canons et avec les moyens de pression et de chantage bien fabriqués pour les caméras, qui ont d'ailleurs l'expérience artistique d'Hollywood.

Peut-être que ceux qui ont finalement découvert l'actualité irakienne dans toute sa nudité ont été choqués par l'actuelle gesticulation politicienne, mais aussi par cette diversité des références spirituelles chiites (Marja'iyas). Comment expliquez-vous cette problématique ?

Samir Abid : Je répète que la catastrophe en Irak est due au colonialisme états-unien. Ce sont les États-Unis qui ont provoqué dans la population irakienne cette tendance communautariste. Ils ont inventé des prétendues références religieuses, puis ils se sont barricadés dans la zone verte. À la mi-2002, le président George Bush a rassemblé sept organisations opposantes au régime et leur a donné l'exclusivité de la représentation de l'opposition irakienne. Donc, parmi environ soixante-douze mouvements politiques opposés au régime ba'asiste, les États-Unis ont sélectionné arbitrairement sept organisations « *représentatives* » :

- le Haut conseil de la révolution islamique dont le siège se trouve en Iran, et présidé par M. Abdel'Aziz al-Hakim ;
- le parti Ad'Da'wa Al-islamiya, présidé par Ibrahim Al-Jaafari, dont le siège est à Londres ;
- le Congrès national irakien présidé par Ahmed Chalabi, dont le siège est à la fois à Londres et aux États-Unis ;
- le Mouvement de la concorde nationale, présidé par Iyad Allaoui ;
- le Mouvement royal constitutionnel, présidé par Al-Charif Ibn Al-Hussein et dont - le siège est aussi à Londres ;
- le Parti démocrate kurde, présidé par Massoud Barzani, dont le siége est au Nord de l'Irak,
- et enfin l'Union nationale kurde, présidée par Jalal Talbani, dont le siège se trouve aussi au nord de l'Irak. Or, aucun de ces partis n'est populaire, sauf les deux derniers, kurdes. C'est pour cette raison que les occupants ont voulu renforcer leur existence, suite à la défaite de l'Ancien régime, en inventant la notion des *Marja'iyas* ou « *références religieuses* » chez les chiites.

La Coalition a imposé par exemple le grand Ayatollah Ali Sistani dans les enjeux politiques, pour faire passer ses projets au sein de la population modeste. Mais, si vous revenez un peu en arrière, vous constaterez que les *Marja'iyas* chiites ne se mêlaient pas des affaires politiques, et une lecture historique sur ce sujet vous l'expliquera bien. Les *Marja'iyas* représentaient un point d'équilibre et de stabilité dans la société irakienne jusqu'à récemment, et tout le monde s'est étonné de leur brusque ingérence dans la vie politique. Le grand Ayatollah Ali Sistani n'est jamais apparu à la télévision, ni n'a été entendu à la radio, et c'est pour cela que les intellectuels irakiens ne sont pas convaincus par cette histoire [des partis islamiques], ni par la liste de l'Alliance unifiée.

Pour la première fois en Irak, nous assistons à la création d'une Assemblée nationale qui compte parmi ses membres des non-Irakiens ! Il y a des personnes d'origine iranienne, pakistanaise, afghane et même indienne. Ceux qui ne possèdent pas la nationalité irakienne, ce sont les États-Unis qui les protègent et les ont imposés aux Irakiens. Plusieurs politiciens sont considérés comme indésirables par la population, en particulier ceux qui collaborent avec l'occupant, c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ne sortent pas de la zone verte, et qu'ils demandent la prolongation de l'occupation, parce qu'ils savent quelle sera leur fin. Le peuple irakien n'est pas habitué au communautarisme, ni à l'ethnicisme. Il n'a pas le sentiment de vengeance, mais les États-uniens ont plongé le pays dans une logique communautariste et séparatiste, facteur qui a mené le pays au chaos.

Dans ce brouillard total, la Coalition continue de créer un réseau de collaborateurs, qui a pour tâche d'officialiser toutes ses initiatives visant à construire des bases militaires. Il existe déjà 14 bases en Irak, très bien protégées, allant même jusqu'à pouvoir supporter des attaques nucléaires.

À la lecture du programme de votre parti et de votre activité politique, on voit que vous êtes un opposant à l'Ancien régime. Mais celui-ci vous paraît-il meilleur ou pire que celui qui a suivi : le colonialisme « démocratique » apporté par les États-unis sur leurs chars ?

Samir Abid : Si on parle de pitié, l'Ancien régime n'était pas différent de la Coalition contrôlant actuellement le pays, avec l'appui de quelques groupes irakiens, qui a creusé ces cimetières collectifs que sont devenues Falloudjah, Nadjaf, Al-Kout et d'autre villes. Mais l'Ancien régime a conservé l'existence d'un Irak unifié, d'un Irak éloigné du terrorisme, des drogues, des voitures piégées et autres attentats aveugles et du chômage. Cela, nous devons le reconnaître. L'Irak était sécurisé sous l'Ancien régime, même s'il y avait aussi les actions répressives des services de sécurité...

Nous avions deux problèmes en Irak, dont nous voulions sortir le pays et pour lesquels nous étions dans l'opposition : « *Le communautarisme politique et la dictature individuelle* ». Mais aujourd'hui, malheureusement, le communautarisme politique a été transformé en communautarisme social, raciste et ethnique, ce qui représente une catastrophe.
La dictature individuelle elle-aussi a été transformée en de multiples dictatures politiques, des dictatures partagées entre certains partis politiques, des dictatures réservées à des partis religieux, des dictatures concentrées autour de

certaines tribus, et cela aussi, c'est une catastrophe.

Nous ne regrettons pas la chute du régime précédent, absolument pas ! Mais ce que nous regrettons, c'est qu'il a été chassé par les États-uniens et non par des Irakiens, car les États-Unis ont empêché toute initiative irakienne visant à y mettre fin. Et durant les années précédentes, jusqu'en 2003, ils communiquaient aux dignitaires de l'Ancien régime les noms des personnes et des organisations qui cherchaient à le renverser, lui révélant même les dates et les plans exacts. Cela visait à éliminer tous ceux qui s'opposaient au régime, parce que Washington voulait le renverser lui-même et occuper l'Irak pour transformer les Irakiens et toute la population arabe en nouveaux esclaves dans leur propre pays. Des esclaves qui, continuant de réaliser les nouveaux plans stratégiques états-uniens, sont là pour tenir sous contrôle les sites stratégiques de la région arabe et pour transformer les pays arabes en marchés d'investissement états-uniens avec des gouvernements de marionnettes et de traîtres fonctionnant dans le cadre du pouvoir états-unien.

Les États-Unis s'appuient et ne tolèrent que des gouvernements qui leur disent toujours « oui ». Et ces gouvernements-là, Washington fera en sorte qu'ils soient protégés de toute opposition. Pour l'Irak, la question qui se pose est celle-ci : l'Ancien régime était-il le seul régime dictatorial dans la région... et les États-Unis ne savaient-ils pas cela depuis 35 ans ?

L'Irak aujourd'hui est menacé de division, derrière l'écran d'une confédération que les États-Unis veulent imposer dans le cadre de ce qu'ils appellent leur stratégie « démocratique » et qui vise à rassembler derrière leur pouvoir des ennemis d'hier sur la base d'intérêts qui les dépassent. Comment envisagez-vous de lutter contre cette évolution ?

Samir Abid : L'Irak traverse aujourd'hui la période la plus grave de son histoire, surtout à cause des pays arabes et de ses voisins qui visent depuis longtemps à le diviser et à le dominer pour diverses raisons. Il y a plusieurs pays qui ont des positions floues concernant l'unité de l'Irak. Le premier d'entre eux, ce sont les États-Unis qui déclarent publiquement d'un côté qu'ils sont favorables à l'unité de l'Irak, mais qui soutiennent sur le terrain les propositions des groupes luttant pour sa division. Il y a aussi l'État hébreu dont l'ambition a toujours été de diviser toute la région arabe, selon ce qu'a proposé dans les années cinquante son ex-ministre de la Défense, Moshé Dayan. Israël a toujours considéré l'Irak comme étant son premier ennemi. Dans les études israéliennes les plus anciennes, il était déjà énoncé que c'était l'Irak qui représentait le véritable danger. Il est donc de l'intérêt d'Israël de démanteler l'Irak selon sa propre vision stratégique visant à dominer la région - du Nil jusqu'à l'Euphrate.

Le nouveau projet des États-Unis est basé sur l'idée de diviser le tout, puis de le remodeler en différentes parties selon leur intérêt. Cet objectif est en harmonie avec le projet israélien fondé sur l'idée de se débarrasser des pays arabes ennemis. Il faut savoir qu'Israël considère en avoir terminé avec l'étape de la guerre, estimant avoir affaire à une défaite des Arabes, ce qui semble d'ailleurs justifié. C'est pour cela que Tel-Aviv veut désormais gagner la bataille économique contre les Arabes, afin de devenir le chef d'orchestre de la région, au service des États-Unis.

De tels calculs se sont multipliés dans la région ces derniers temps, recouvrant la division derrière les expressions de fédération ou de confédération et de toutes les formulations administratives imaginables. Mais le peuple irakien n'acceptera pas ces plans, et nous sommes avec le peuple irakien dans sa lutte contre les manœuvres de division sous toutes ses formes. Il nous restera à définir avec les Kurdes la proposition de fédération administrative, et j'insiste sur le terme « *administrative* ». C'est un sujet qui devra être réglé dans le cadre d'un référendum libre de toute la population irakienne.

Abordons maintenant la question de la Marja'iyah Chiite en Irak. En l'espace d'un an, cette institution semble s'être transformée en une espèce de « Bazar politique » marqué par l'absence d'une véritable vision positive. La chute de l'Ancien régime a dévoilé cet aspect souvent ignoré de la scène irakienne. Comment expliquez-vous cette scène en partant de ce qu'on appelle la Marja'iyah chiite, en passant par l'Iran dont certains analystes disent qu'il viserait à construire « un croissant chiite » ?

Samir Abid : Le mal iranien n'est pas moins grave que le mal états-unien, au moins pour ce qui est de l'Irak. L'Iran a toujours eu des ambitions historiques en Irak, et les représentants du courant nationaliste iranien croient toujours que l'Irak constitue la chasse gardée de l'Iran, et c'est pour cela qu'ils rêvent de la domination de l'Irak. Cette domination pour eux ne tient la route qu'à partir du moment où ils sont en état de prendre le contrôle total de la *Marja'iyah* de la ville sainte Nadjaf. Mais cette tentative a échoué pendant la période des *Marja'iyahs* arabes et sous l'Ancien régime. C'est pour cela qu'ils ont fondé une « *Marja'iyah parallèle* », dans la ville de Qom en Iran. Elle visait à concurrencer celle de Nadjaf. Ce courant a fait beaucoup d'efforts pour que la *Marja'iyah* se déplace en Iran, et ils ont réussi à 40 %, mais la *Marja'iyah* suprême de tout le monde chiite est toujours restée à Nadjaf.

Du point de vue de la politique internationale, la *Marja'iyah* de Nadjaf est la plus importante. Du point de vue économique, c'est la même chose, car elle reçoit par le biais des aumônes légitimes de la *Zakat* le cinquième de ses revenus ou *Khoums*, ce qui représente l'équivalent du budget de trois petits pays africains. Et tout cela permet de contrôler fortement la vie sociale.

Quelques-uns des chefs spirituels chiites d'Irak sont morts dans des conditions floues, d'autres ont fui l'Irak et ont ainsi laissé le pouvoir vacant pour ceux qui possèdent la nationalité iranienne. Le dernier d'entre eux est le grand Ayatollah Ali Sistani, qui semble désormais se soumettre aux Iraniens. Une chose importante à dire, c'est que l'Iran vise à contrôler les villes saintes de Nadjaf et de Karbala, et pour cela il s'ingère dans les affaires intérieures irakiennes.

L'Iran contrôle aussi la province arabe iranienne d'Al-Ahwaz, une région riche en eau et en pétrole... et là aussi, il traite les Arabes en les humiliant. L'Iran est entré sur la scène irakienne grâce aux Iraniens implantés en Irak, ils ont exploité la situation avec quelques profiteurs irakiens afin de redorer la position de la *Marja'iyah* sous influence iranienne en Irak.

Cela représente un changement grave dans l'histoire de la *Marja'iyah* chiite. Elle n'a jamais courtisé les colonialismes dans son histoire, elle est même la

fondatrice de l'État irakien contemporain, quand elle a organisé en 1920 la révolte irakienne dirigée contre le colonialisme britannique. Mais cette fois, grâce au jeu iranien, c'est la couche bourgeoise chiite qui a pris le contrôle de la *Marja'iyah* à l'occasion d'un coup de théâtre qui sera cité dans l'histoire pour les années à venir.

L'Iran n'est soucieux ni de l'intérêt du chiisme, ni de l'intérêt islamique. Il ne s'intéresse qu'à ses propres intérêts, et c'est pour cela que Téhéran a délaissé les Hazaras, une fraction de la population chiite en Afghanistan. Il a joué sur les chiites arabes en Irak, et de la même façon, il va jouer sur les chiites du Liban et de la Syrie pour atteindre toujours ses propres intérêts. Je crois que les Iraniens, une fois qu'ils auront l'arme nucléaire, s'allieront avec Washington pour renforcer le croissant chiite qui tournera autour de Téhéran, allant de l'Afghanistan au Liban en passant par l'Irak, la Syrie, Bahreïn et la partie orientale de l'Arabie saoudite.

La Marja'iyah la plus importante en Irak est celle contrôlée par le grand ayatollah Ali Sistani, qui semble pour le moment absent de la scène politique. Quand on parle d'alliance irakienne, on ne peut pas ne pas l'y mentionner. Qui est-il ? Pourquoi certains essaient de l'écarter ? Et pourquoi d'autres veulent lui donner une grande importance. Pourquoi ne l'a-t-on jamais vu ni à la télévision, ni en réalité nulle part ailleurs depuis des années ? Comment expliquez-vous tous cela ?

Monsieur Sistani représente une référence religieuse suprême dans l'échelle du pouvoir chiite. Il est iranien, né au Sistan près de la frontière irano-afghane. Il est arrivé en Irak il y a 50 ans. Il y avait plusieurs points d'interrogation portant sur sa qualification de savant, et il y a même eu beaucoup de contestations le jour de sa nomination au sommet de la *Marja'iyah*. Connu pour sa solitude, il ne fréquente pas les gens, et n'a jamais été impliqué dans les affaires politiques et publiques. Il n'est jamais sorti pour une rencontre publique ou pour une prêche, et même sa langue arabe n'est pas très bonne... Il est vrai qu'on a écrit dans plusieurs journaux qu'il y a en fait un clan soutenu par l'Iran qui a renversé la *Marja'iyah* irakienne. On connait les déclarations et positions de Sistani, surtout depuis 2004, quand il a refusé de rencontrer Paul Bremer.

Monsieur Sistani est aussi connu pour sa fameuse fatwa, une semaine avant l'invasion de l'Irak, quand il appelé les Irakiens et les musulmans à combattre les États-uniens et toutes les forces s'apprêtant à attaquer l'Irak. C'est pour cela que cet homme ne peut pas devenir du jour au lendemain un chef qui signe des chèques en blanc pour les États-Unis. Personne ne croit à cela. On croit d'une manière générale qu'il y a vraiment eu un complot contre Sistani et la *Marja'iyah*.

Les personnes qui ont ourdi ce complot sont soutenues par Téhéran, et ce sont elles, avec quelques intriguants, qui ont négligé Sistani. Et elles en ont profité pendant la campagne électorale pour jouer avec ses déclarations et ses paroles. Pour la première fois, on a annoncé que les autorités à Nadjaf avaient arrêté cinq médecins iraniens qui vivaient derrière la maison de Sistani, plus précisément dans le hall du mausolée du saint imam Ali. Ces médecins n'avaient pas de passeport pour habiter Nadjaf et ils résidaient depuis assez

longtemps pour s'occuper clandestinement de la santé de Sistani. Lorsque le préfet de Nadjaf a commencé son enquête sur ces médecins, il a été menacé de mort par un groupe de chefs religieux. L'histoire s'est terminée avec la libération de ces médecins, suite à des menaces et des pressions. Le ministre de la Défense, Hazim Al-Chaalan, a alors demandé leurs passeports afin que ces derniers ne subissent pas d'arrestation prochainement, et le Premier-ministre Iyad Alaoui a déclaré : « *Ne nous créez pas de scandale avec ces gens* ». Il a rajouté, après deux jours, qu'ils étaient en train de jouer avec la *Marja'iyah* et au nom de la *Marja'iyah* dans une sale histoire...Il existe aussi plusieurs autres secrets qu'on ne peut pas encore révéler. Il faut aussi savoir que l'ambassade états-unienne à Bagdad est au courant de tout ce jeu... Et c'est pour cela que je crois que les chiites arabes doivent mettre fin à ce théâtre qui se joue au nom du chiisme de la part d'un groupe de bandits et de profiteurs.

Depuis la chute de l'Ancien régime, la résistance irakienne est parvenue à mettre la Coalition dans une situation de défaite et de faiblesse, de l'avis même de cette dernière. Comment résumez-vous le rôle de cette résistance ? Et pensez-vous que les actes de celui qu'on nomme « Al Zarquaoui » font partie de la lutte légitime du peuple irakien ? Quelle est votre position sur les enlèvements des journalistes en Irak, et qui en sont les commanditaires ?

Samir Abid : Avant tout nous croyons, et de façon pleinement argumentée, que le sujet « Zarquaoui » n'est qu'une mise en scène des États-uniens. C'est même ce que reconnaissent quelques militaires états-uniens. Zarquaoui s'est présenté dans plusieurs communiqués comme faisant partie du groupe Ansar Al-Islam, situé au départ au Nord de l'Irak. Il serait mort pendant les bombardements. Cet endroit a été bombardé par 150 missiles de croisière en avril 2003. On sait que sa jambe a été coupée pendant la guerre en Afghanistan. C'est pourquoi cet homme n'est qu'une légende. Vous allez voir qu'ils vont dire d'ici quelques temps qu'il s'est réfugié en Syrie pour pouvoir faire pression sur la Syrie.

Nous sommes opposés aux actions des voyous qui égorgent les gens, qui demandent de l'argent, qui humilient les femmes et les familles. Ce sont des personnes qui collaborent avec les services secrets arabes, ceux de la région et d'ailleurs. L'islam ne reconnaît pas de tels actes. Il y a environ 30 000 voyous en Irak, selon les États-uniens eux-mêmes. Que font-ils en Irak ? Leur rôle n'est-il pas de terroriser le peuple irakien ? Les États-Unis répètent leur ancien plan du Viêt-Nam, visant à salir l'image de la résistance vietnamienne de l'époque. Ils répètent le même scénario pour salir l'image de la résistance irakienne.

Nous sommes opposés aux bombardements des marchés, des écoles et des civils... Et nous sommes en faveur d'une lutte qui préserve les lois établies dans les livres saints, ainsi que les lois terrestres et reconnues par le droit international. Cette lutte a pour devoir de repousser le colonialisme hors d'Irak. Cette résistance n'a aucune haine contre les peuples états-unien, britannique ou un quelconque autre peuple. La résistance irakienne poursuit un programme qui a rendu la dignité aux Arabes et aux Irakiens.

Nous soutenons la résistance irakienne, politiquement et médiatiquement. L'appel de la résistance est en harmonie avec notre perception de la liberté et de

la lutte contre le colonialisme. C'est pour cela que nous conseillons aux États-Unis de relire l'histoire des peuples, y compris celle de l'Irak, pour savoir que la résistance irakienne gagnera sûrement à la fin, parce qu'elle a raison et qu'elle lutte pour son peuple et pour ses terres.

À propos des enlèvements des journalistes, s'agit-il d'un jeu mené par les services secrets arabes et internationaux en Irak ? N'est-ce qu'un conflit entre ces services ? Nous sommes opposés à ces enlèvements et nous avons fait beaucoup d'efforts pour la libération des deux journalistes français. Nous avons pris des contacts intensifs sur le plan politique, social et religieux. Nous avons écrit des articles et donné des interviews à la radio. Nous avons envoyé des messages à la résistance irakienne afin qu'elle se mobilise pour la libération de tous les journalistes.

Nous nous sommes adressés à des cadres et à des partis en faveur de la libération de la journaliste italienne. Mais malheureusement, c'est la barbarie états-unienne qui garde le contrôle, visant à éteindre toute voix libre et sereine à propos de notre résistance. Tout journaliste qui n'obéit pas aux ordres états-uniens est soit humilié, soit enlevé ou assassiné ! À cette occasion, nous nous adressons au monde libre et à toutes les organisations concernées pour qu'elles se mobilisent pour la liberté des prisonnières irakiennes humiliées physiquement et sexuellement par les soldats états-uniens. Nous appelons aussi à la libération à tous les Irakiens qui vivent dans des prisons qui ne conviendraient même pas à des animaux.

Les États-Unis exercent le même type de pressions aujourd'hui à l'encontre de la Syrie et de l'Iran. Pensez-vous qu'ils puissent entrer en guerre contre un de ces deux pays au regard de la situation actuelle irakienne ?

Samir Abid : Je ne pense pas que les États-Unis soient en état de mener une deuxième guerre comme celle de l'Irak, mais ils vont relancer une autre forme de guerre contre ces deux pays, un genre de guerre psychologique et médiatique. Ils vont créer des points de tensions et de fausses crises contre la Syrie à l'intérieur et à l'extérieur, en mobilisant l'opposition à l'intérieur, et ce qu'on voit aujourd'hui au Liban en est la preuve. Et même ouvrir le dossier syro-libanais de cette façon ne signifie qu'une fuite de l'enfer irakien. Mais on reproche avec tristesse à la France, cette fois, sa position dans le dossier syro-libanais ; la France qui est la puissance la plus consciente de ce que sont nos peuples et nos pays. Nous souffrons de voir comment la France a pu s'allier aux États-Unis, cette fois jusqu'à des positions très critiques, ce qui va prochainement provoquer une énorme haine contre la France dans le monde arabe, et cela ne répond pas à l'intérêt de la France, ni à l'intérêt du peuple français que nous aimons bien et dont nous apprécions l'amitié.
Pour ce qui concerne l'Iran, est-ce qu'il y aura une guerre contre ce pays ou non ? Je crois que l'Iran sera le pays le plus puissant de la région, plus puissant même que les États-Unis, le jour où il arrivera à construire son programme nucléaire.

Que souhaitez-vous dire aux lecteurs du Réseau Voltaire sur ce qui se passe dans votre pays ? Et comment voyez-vous l'avenir de l'Irak à partir de sa situation politique, sociale et culturel actuelle très confuse ?

Samir Abid : Je souhaite au Réseau Voltaire plus de réussite et plus de lecteurs. Je souhaite à ses chers lecteurs de bons moments et une bonne année. Ce qui se passe en Irak est une catastrophe sur tous les plans. Les États-Unis mènent une campagne d'élimination contre la population arabe, comme ils ont fait avec les Indiens qui sont devenus aujourd'hui une population réduite. C'est une guerre illégitime menée par les charlatans de l'administration Bush, qui essaient même de mettre la main sur l'Europe sous prétexte de lutte contre le terrorisme, les armes de destruction massive et le drapeau de la « démocratisation » du monde.

Ce qui se passe en Irak est une destruction organisée du peuple irakien. C'est pourquoi nous vous promettons de rester dans les rangs de la lutte pour la liberté et la paix, et contre tous les scénarios coloniaux prévus, quis'étendent de l'Irak versla Syrie, l'Égypte, le Soudan, l'Algérie et l'Arabie Saoudite.
Le peuple irakien est un peuple libre ; nous ne craignons pas notre destin, nous gagnererons à la fin. Et comme la résistance à rendu la dignité aux peuples du monde, vous allez entendre un jour le cri de joie de la victoire de peuple irakien. Les États-Unis subissent toujours des pertes énormes, ne croyez pas ce qu'on vous raconte dans vos médias. La résistance continue dans toutes les villes irakiennes. Ne croyez pas que le Sud est calme, il n'y a pas un bout de terre calme en Irak, la résistance continue toujours, du Sud au Nord.

Un dernier mot ?

Samir Abid : Merci infiniment à vous, et je souhaite un jour que vous assistiez avec nous à la grande célébration de la victoire du peuple irakien. Cette victoire rendra très bientôt au monde la beauté de Bagdad, inch'allah.

Entretien réalisé en arabe par Yasmina Salah pour Shabakat Voltaire. Version française : Toufik Helali.

FOCUS

Les profits, cache-sexe du réalignement

Analyse

La décision de l'Union européenne, poussée par la France et l'Allemagne, de lever l'embargo sur les armes en direction de la Chine a rendu furieux Washington et ses alliés. Pour le Pentagone, la Chine est le prochain adversaire majeur qu'il faudra affronter. La politique de remodelage du Proche-Orient initiée par les États-Unis est d'ailleurs largement motivée par la volonté de contrôler les ressources énergétiques avant un futur conflit, plus direct, avec Pékin. La Chine répond à cette politique en développant sa défense et Hu Jintao a exhorté en septembre dernier l'Armée populaire de libération à se préparer à la guerre.

Dans le cadre de la redéfinition des alliances internationales à laquelle nous assistons, l'axe Paris-Berlin-Moscou est décidé à s'associer à Pékin pour contenir l'alliance anglo-saxonne. Pour Washington, par contre, il n'est pas question que Pékin soit aidé dans sa réorganisation militaire.

Philip H. Gordon et James B. Steinberg, deux anciens membres du Conseil de sécurité national US sous la présidence Clinton, aujourd'hui chercheurs à la Brookings Institution, dénoncent l'attitude de l'Union européenne. Ils préconisent un certain nombre de mesures que devrait prendre l'Europe pour limiter la portée des ventes d'armes à venir. Les vendeurs d'armes européens devront ainsi s'assurer que leurs matériels ne vont pas servir contre les Droits de l'homme ou pour une attaque de Taipei. On voit mal comment ce point pourrait être rempli une fois les armes vendues. En outre, les ventes ne devront pas favoriser un bond technologique de l'armée chinoise. Enfin, les deux auteurs exigent que les alliés de Washington dans la région fixent la liste du matériel qu'ils ne veulent pas voir vendus à Pékin. Si cette interdiction devait être bravée, les États-Unis pourraient prendre des sanctions.

Dans *Le Figaro*, Yu Jie, Ding Zilin et Liu Xiaobo, trois dissidents chinois,

lancent un appel à la France : la nation des Droits de l'homme ne doit pas s'autoriser à vendre des armes à un régime qui a commis la répression de Tiananmen et ne s'en est jamais amendé. Ils affirment que désormais la vraie patrie des Droits de l'homm, c'est les États-Unis, opposés à cette vente d'armes et défendant Taïwan. On peut s'accorder avec ces auteurs pour dénoncer les atteintes aux Droits de l'homme en Chine et ailleurs. Toutefois, même si Pékin n'entend pas réhabiliter les victimes de Tiananmen, on ne peut pas pour autant considérer que la Chine d'Hu Jintao est la même que celle du général Yang Shangkun qui écrasa les manifestants. En outre, difficile de présenter comme la vraie nation des Droits de l'homme les États-Unis alors que ce pays incarcère six fois plus ses citoyens que ne le fait Pékin.

Ces deux textes, brocardent l'attitude européenne en mettant en avant le mercantilisme européen. En effet, aussi bien chez les tenants d'une alliance continentale que dans les cercles atlantistes, le réalignement franco-allemand vers la Russie et la Chine reste un tabou. Rappelons que cet appel de la France en faveur d'une levée de l'embargo a eu lieu lors de la visite de Jacques Chirac en Chine, une visite qui avait également été présentée comme celle d'un VRP présidentiel et non comme l'organisation d'un rapprochement politique visant à constituer une alliance Paris-Berlin-Moscou-Pékin.

A l'occasion de ce voyage en Chine, le président français avait pourtant parlé de bien autre chose que d'accords commerciaux. Il avait ainsi profité de l'occasion pour équiper la Chine en matériel de brouillage des ondes de *Voice of America*. Il avait également affirmé son opposition à l'indépendance de Taïwan, un sujet relancé aujourd'hui par l'adoption d'une loi anti-sécession par Pékin. Huang Tien-lin, conseiller de politique national du président taiwanais Chen Shui-bian, dénonce ce texte dans le *Taipei Times* ; quotidien qui avait insulté la France et un de ses ministres à cause de la levée de l'embargo, la semaine dernière. Dans un style très imagé, il prétend que la Chine continentale a mis au point une politique visant à progressivement annexer Taïwan en endormant la méfiance insulaire. Toutefois, en adoptant sa loi, la Chine a commis une erreur tactique. Il appelle donc ses concitoyens a réagir et à en finir avec le mythe de la Chine unique. Pourtant, aujourd'hui, c'est cet artifice qui empêche la situation de dégénérer en guerre.

Face au risque de conflit, l'ancien secrétaire adjoint à la Défense états-unien, Joseph S. Nye, affirme dans une tribune largement diffusée par *Project Syndicate* qu'il convient d'être prudent concernant la montée en puissance de la Chine : certes, cela peut mal tourner, mais c'est en affirmant que ces guerres sont probables qu'elles risquent de se réaliser. Dans *La Libre Belgique*, le *Korea Herald*, *Le Figaro* et le *Taipei Times*, il estime qu'il convient d'engager une politique raisonnable vis-à-vis de la Chine. Selon lui, les États-Unis peuvent profiter de la croissance économique chinoise, mais, pour cela, ils faut qu'ils apaisent la situation entre Pékin et Taipei.

Malheureusement, aux États-Unis, loin de ce discours, certains faucons demandent que Washington soutienne sans condition l'indépendance taïwanaise. La Chine craint pour sa part que les États-Unis n'attaquent son territoire en instrumentalisant une province sécessionniste ou via Taïwan et redoute un encerclement similaire à celui que connaît la Russie, cernée par les États ayant connu des « révolutions colorées ».

Première ancienne République soviétique a avoir basculé, la Géorgie est aujourd'hui dirigée par une coalition demandant son entrée dans l'OTAN et

l'Union européenne. Son vice-Premier ministre et ministre d'État chargée de l'intégration euro-atlantique Giorgi Baramidze se livre à un exercice périlleux dans *Gazeta SNG* : demander le retrait des bases russes de son territoire au nom de la souveraineté et prétendre ne plus vouloir aucune base étrangère sur le territoire géorgien tout en affirmant qu'il ne s'opposerait pas à la présence des forces de l'OTAN en Géorgie pour garder les frontières.

En Israël, le débat politique porte sur la meilleure façon d'évacuer la bande de Gaza. L'ancien porte-parole des gouvernements Rabin et Peres, Uri Dromi, estime dans l'*International Herald Tribune* qu'Israël doit jouer l'apaisement avec les Palestiniens. Il redoute que le gouvernement pratique la politique de la terre brûlée en détruisant les terrains occupés par les colons après le retrait de Tsahal. C'est ce qu'avait fait le gouvernement Begin au Sinaï en 1982 et le ministre de la Défense était alors un certain Ariel Sharon. Pour le travailliste, il ne faut pas détruire les maisons des colons israéliens, mais les donner aux Palestiniens en signe de bonne volonté. Toutefois, si ce don avait lieu il ne pourrait s'agir que d'un geste de magnanimité en trompe l'œil. En effet, les conseillers d'Ariel Sharon n'ont pas caché que le retrait de Gaza avait pour but premier de permettre une meilleure emprise sur la Cisjordanie et c'est justement en Cisjordanie que les colons de Gaza doivent être relogés.
Loin du discours rassurant sur les « opportunités » de paix en Israël/Palestine, *Vremya Novostyey* donne la parole à Ahmed Jibril, dirigeant d'une faction dissidente du FPLP. C'est l'occasion pour le résistant palestinien d'expliquer son action et de dénoncer la politique du Fatah. Pour lui, Yasser Arafat et Mahmoud Abbas ont déjà fait trop de concessions et ont torturé leurs opposants palestiniens pour plaire à Israël. Il affirme que son groupe est prêt à continuer la lutte contre l'occupation et même à s'en prendre à Abbas s'il abandonne les droits inaliénables des réfugiés.

Réseau Voltaire

James Steinberg, Philip H. Gordon

James Steinberg a été analyste à la Rand Corporation, conseiller de Edward M. Kennedy et vice conseiller de sécurité national de Bill Clinton. Il est vice président et directeur des politiques

« « Vendre des armes à la Chine. Si l'Europe doit le faire, voilà comment »

Source : International Herald Tribune
Référence : « Selling arms to China : If Europe has to do it, here's how », par Philip H. Gordon et James B. Steinberg, *International Herald Tribune*, 18 mars 2005

Sur beaucoup de points de désaccord entre les États-Unis et l'Union européenne au Moyen-Orient, les Américains sont eux-mêmes divisés. Toutefois, sur les ventes d'armes à la Chine, les États-Unis sont unanimes : personne ne comprend cette vente d'arme à un pays qui pourrait mener une guerre contre Taïwan et déstabiliser toute la région. Les dirigeants européens affirment que la Chine ne mérite pas d'être mise dans la même catégorie que des nations

étrangères de la Brookings Institution.

Philip H. Gordon est chercheur à la Brookings Institution à Washington. Il est ancien directeur des affaires européennes du National Security Council et consultant à la Rand Corporation. Il est coauteur de *Allies at War : America, Europe and the Crisis Over Iraq*.

ostracisées tellles le Zimbabwe ou la Birmanie et que l'Europe n'a pas l'intention de développer ses ventes d'armes à la Chine.
Quel message l'Union européenne croit-elle envoyer en levant cet embargo alors que la Chine vient d'adopter une législation qui menace Taïwan d'intervention militaire ? Les États-Unis ne voient pas cette politique comme un moyen de renouer le dialogue avec la Chine, mais comme un moyen irresponsable d'obtenir des avantages commerciaux sur les marchés chinois. Au pire, cela pourrait même être une menace pour les États-Unis et ses partenaires en Asie.
Comment faire pour que la levée de l'embargo soit la moins dommageable possible ?
Il est peu probable que la France et l'Allemagne reculent dans ce domaine. Toutefois, les États-Unis doivent demander des preuves que les ventes d'armes n'auront pas un effet négatif sur les Droits de l'homme et la stabilité internationale. Les États-Unis doivent également affirmer qu'ils ne prendront pas de sanctions si les États-Unis prennent les précautions suivantes : l'embargo doit être remplacé par un code de conduite précis sur les ventes d'armes qui obligera le vendeur à s'assurer de la façon dont les armes vendues sont utilisées ; l'Union européenne devrait s'interdire de vendre du matériel technologique permettant un développement significatif des capacités militaires chinoises ; l'Union européenne devrait marquer à nouveau son opposition à tout usage de la force contre Taïwan ; le Japon et les autres alliés des États-Unis devront fournir une liste des armes à ne pas vendre à la Chine.

Yu Jie, Ding Zilin, Liu Xiaobo

Résidant à Pékin, Yu Jie est écrivain, journaliste, critique littéraire et cofondateur du chapitre chinois de Pen-International

Résidant à Pékin, Ding Zilin est la mère d'un des étudiants tués lors de la répression de la place Tiananmen en 1989 et l'une des inspiratrices de l'association des Mères de Tiananmen.

Résidant à Pékin, Liu Xiaobo est l'un des animateurs de la contestation étudiante chinoise. Il est connu pour ses appels en faveur de l'occidentalisation de la Chine.

« Français, ouvrez les yeux ! »

Source : Le Figaro
Référence : « Français, ouvrez les yeux ! », par Yu Jie, Ding Zilin et Liu Xiaobo, *Le Figaro*, 21 mars 2005

Certains hommes politiques vous racontent que lever l'embargo sur les armes imposé à la Chine serait un signe d'amitié envers la nation chinoise et un geste de confiance adressé à un pays qui retrouve son rang. Ce n'est pas le cas.
En Chine, les mineurs meurent faute d'argent pour la sécurité dans les mines et l'école pour tous n'est devenu qu'un slogan. Les Chinois ont besoin de droits fondamentaux, de démocratie et de liberté. Ils n'ont que faire d'armes avancées, à part ceux qui s'accrochent au pouvoir et veulent maintenir la dictature du Parti communiste. Ces armes serviront à menacer Taïwan, là où un peuple connaît déjà la liberté et la démocratie, et à entretenir un climat de peur, ensuite, parmi 1,3 milliard de Chinois. L'Europe, si elle en vient à vendre des armes à la Chine, n'aura aucune garantie sur leur utilisation. C'est le même régime qui a fait tirer, il y a bientôt seize ans, sur des étudiants et des citoyens désarmés. Les autorités chinoises affirment que cet embargo est une relique de la Guerre froide et occulte volontairement qu'il a été causé par le massacre du peuple chinois sur la place Tiananmen, en juin 1989.
Le régime n'a pas changé en 15 ans, comme en témoigne l'enterrement à la sauvette de Zhao Ziyang, ex-Premier ministre et secrétaire général du PC déchu

parce qu'il s'était opposé au massacre des étudiants. Il a vécu jusqu'à sa mort en résidence surveillée et n'a jamais été réhabilité. De même, les milliers de parents qui ont perdu leur fils ou leur fille ne peuvent pas honorer ouvertement leur mémoire. Le PC considère toujours les morts et les disparus de 1989 comme des citoyens méprisables et intouchables.

Nous éprouvons de la peine à l'écrire, mais pour beaucoup de citoyens chinois et d'intellectuels libres, l'Europe et la France, mère des Droits de l'homme, sont sur le point d'abandonner leurs principes et leur humanisme pour des gains commerciaux à court terme. Pour nous Chinois, les vrais défenseurs de la démocratie se trouvent aujourd'hui de l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis. Les profits font oublier ses principes à l'Europe. Amis français, ouvrez grand vos yeux ! Profitez bien de votre liberté d'information et de votre droit à la parole. Dénoncez l'acte condamnable qui se prépare en votre nom. En agissant ainsi, vous retrouverez notre respect et votre place dans le cœur des Chinois.

Huang Tien-lin

Huang Tien-lin est conseiller de politique national du président taiwanais Chen Shui-bian.

« La Chine prépare la " soupe de l'unification " »

Source : Taipei Times

Référence : « China cooks up 'unification soup' », par Huang Tien-lin, *Taipei Times*, 21 mars 2005.

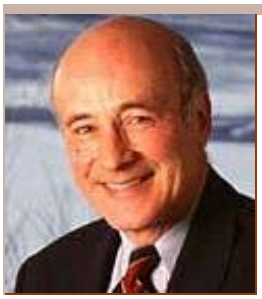
Le voile est enfin levé sur la mystérieuse loi " anti-sécession chinoise ". Il s'agit du reflet de l'attitude égocentrique de grande puissance et du caractère sauvage de la République populaire de Chine. Toutefois, vu de Taïwan, il faut être reconnaissant à cette loi qui va permettre une prise de conscience de la population, alors que certains voudrait lui faire accepter le principe de " grande réconciliation ". Cette politique ne peut être pourtant que celle de l'autodestruction.

Pour parler franchement, l'expérience politique et économique de Taïwan face à la Chine est typiquement celle de la grenouille dans l'eau. La grenouille taïwanaise a été placée dans la casserole " une seule Chine " mais pour éviter qu'elle ne se débatte ou sorte de la marmite, on ne fait monter la température de l'eau que lentement. L'objectif est de faire une soupe de grenouille taïwanaise afin de rassasier la faim chinoise d'annexion. Le gouvernement taïwanais n'a pas compris cette stratégie et n'a cessé de s'enfermer davantage dans la marmite en rendant l'économie taïwanaise totalement dépendante de celle de la Chine. La température monte et la grenouille taïwanaise perd conscience et ne se rend pas compte qu'elle meurt. Aujourd'hui, au lieu de sauter hors de la marmite, elle écoute ceux qui lui disent de maintenir le statu quo : les unificateurs et les hommes d'affaire.

Malheureusement pour eux, sans explication, le cuistot chinois a décidé de mettre beaucoup trop de piment dans la soupe en adoptant une loi choquante et

la grenouille s'est réveillée. C'est le moment pour Taïwan de refuser son sort et de rejeter la politique de la Chine unifiée.

Joseph S. Nye



Joseph S. Nye est ancien secrétaire adjoint à la Défense (1994-1995) et ancien doyen de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est l'auteur de *The Paradox of American Power*.

« La montée "pacifique" de la Chine ? »

Source : Le Figaro
, Taipei Times
, La Libre Belgique
, Korea Herald
Référence : « La montée "pacifique" de la Chine ? », par Joseph S. Nye, *La Libre Belgique*, 18 mars 2005.
« Is China's 'peaceful' rise a threat to U.S. ? », *Korea Herald*, 21 mars 2005.
« La "réémergence" de l'empire du Milieu », *Le Figaro*, 21 mars 2005.
« Beware of self-fulfilling prophecies », *Taipei Times*, 21 mars 2005.

Ces dernières semaines, la Chine a annoncé une augmentation de 12,6% de son budget militaire. Le directeur de la CIA, Porter Goss, a témoigné de l'aggravation du déséquilibre militaire dans le détroit de Taiwan et le président George W. Bush a plaidé auprès des Européens pour le maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Pourtant, les dirigeants chinois évoquent la "montée pacifique" de la Chine et plus récemment son " développement pacifique ". Les optimistes font remarquer que la Chine s'est lancée dans une politique de bon voisinage depuis les années 1990, mais les sceptiques répliquent que la Chine attend simplement que son économie établisse les bases de son hégémonie future. Difficile de dire qui a raison ou tort, mais rappelons-nous que, comme le disait Thucydide, croire au caractère inévitable d'un conflit peut devenir l'une de ses principales causes.
On a tort de parler de " montée " de la Chine, il faudrait parler de ré-émergence car ce pays a été le leader mondial, sans portée internationale cependant, pendant près de 1 000 ans. D'après la Banque de développement de l'Asie, en 2025, l'Asie pourrait représenter les trois cinquième de la production mondiale, retrouvant ainsi son niveau historique de 1820. L'Asie bien sûr comprend le Japon, l'Inde, la Corée et d'autres pays, mais la Chine y jouera probablement le rôle le plus important. Son fort taux de croissance annuelle, de 8 à 9%, a triplé son PIB lors des 20 dernières années du XXième siècle. Toutefois, la Chine a encore un long chemin à faire. Même si le PIB chinois égale celui des États-Unis en 2025, son économie n'atteindra pas son degré de sophistication. En outre, la Chine est loin de représenter le même type de défi envers la domination américaine que l'Allemagne du Kaiser, quand elle surpassa la Grande-Bretagne, avant la Première Guerre mondiale. En outre, on peut penser que la croissance chinoise va ralentir quand elle devra générer elle-même ses propres hautes technologies, et le fonctionnement des entreprises nationalisées va atteindre ses limites. Enfin, le système politique chinois souffre d'une corruption importante, d'une participation politique faible et génère des inégalités croissantes qui pourraient entraîner une grande instabilité politique.
Il faut toutefois noter que selon la Rand Corporation, en 2015 les dépenses militaires de la Chine seront plus de six fois supérieures à celles du Japon, et ses

stocks militaires accumulés seront grosso modo cinq fois supérieurs (mesurés selon la parité du pouvoir d'achat). Quelle que soit l'exactitude de ces projections, il faut cependant noter que la puissance militaire doit beaucoup au degré de sophistication de l'armement et que, dans ce domaine, la Chine ne rattrapera pas les États-Unis de si tôt. Cependant, l'impossibilité pour la Chine de concurrencer les États-Unis à l'échelle mondiale ne veut pas dire qu'elle ne pourrait pas défier les États-Unis en Asie de l'Est, ni que tout conflit armé contre Taïwan est impossible. Si Taïwan déclarait son indépendance, un conflit pourrait survenir mais elle aurait peu de chance de gagner cette guerre et une politique prudente de chaque côté peut enlever toute probabilité à cette guerre. Les États-Unis et la Chine n'ont aucunement besoin d'entrer en guerre. Les puissances montantes ne mènent pas forcément à la guerre, comme le montre la prise de contrôle américaine sur le monde britannique à la fin du dix-neuvième siècle. Si la montée de la Chine reste pacifique, elle promet de gros profits à son propre peuple et à ses voisins, ainsi qu'aux Américains.

Giorgi Baramidze

Giorgi Baramidze est vice-Premier ministre et ministre d'État géorgien à l'Intégration euro-atlantique. Il est ancien élève du George Marshall European Centre of Security and Defense Economy en Allemagne et chercheur à la Foreign Service School de l'université de Georgetown aux États-Unis. Il a été secrétaire général des Verts géorgien, parlementaire, et à ce titre a joué un rôle actif dans la révolution des roses.

« Que la Géorgie entre dans l'OTAN ou non, les bases russes doivent s'en aller »

Source : Gazeta SNG
Référence : « ••••••• •••••• • •••• ••• •••, •• •••• •••••• •••• •••••••• », par Giorgi Baramidze, *Gazeta SNG*, 18 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous espérons que les négociations seront fructueuses les 23 et 24 mars à Moscou ; ce sont les premières depuis que le parlement géorgien a proposé un blocus des bases russes si aucun compromis sur leur retrait n'était trouvé. Ces bases de Batoumi (Adjarie) et Akhalkalaki (sud) ne présentent aucun intérêt pour les Russes, elles ne doivent pas être une pomme de discorde. C'est un principe très important pour la Géorgie de ne pas avoir de bases militaires étrangère sur son territoire. Nous sommes prêts à aider financièrement et techniquement, les États-Unis aussi, mais cela ne devrait pas être difficile pour un grand pays comme la Russie de dissoudre un corps composé uniquement de 3 ou 4 000 soldats.

Notre intégration dans l'OTAN n'a absolument aucun rapport avec le retrait russe, Mikhaïl Saakashvili a répété plus d'une fois que la Géorgie n'acceptera pas de base militaire étrangère sur son sol. L'OTAN n'a pas encore utilisé notre territoire pour le transit vers l'Afghanistan, mais nous avons accepté ce principe début mars et nous sommes prêts à tenir nos engagements quand ils en auront besoin.

Nous ne comprenons pas la décision russe d'interrompre l'observation des frontières de la Tchétchénie, de l'Ingouchie et du Daghestan par l'OSCE qui durait depuis l'année 2000. Nous cherchons une alternative, cela pourrait être l'OTAN, l'Union européenne ou une coalition spéciale de gouvernements. Nous pensons qu'une mission d'observation internationale est nécessaire afin de ne

pas nous retrouver en position d'accusé par la suite.
Les évolutions révolutionnaires en Ukraine ne peuvent que nous réjouir, ce pays devient un leader en Europe centrale et de nombreuses perspectives s'ouvrent. Nous allons dans tous les cas soutenir l'Ukraine, la Moldavie et nos voisins du Sud Caucase pour l'intégration à l'Union européenne, mais cela ne signifie aucunement que nous formons une alliance quelconque contre la Russie.

Uri Dromi

Uri Dromi est directeur des relations internationales à l'Israel Democracy Institute de Jérusalem. Il a été porte parole des gouvernement Rabin et Peres (1992-1996).

« Un moyen pour Israël de montrer sa magnanimité »

Source : International Herald Tribune
Référence : « A way for Israel to show its magnanimity », par Uri Dromi, *International Herald Tribune*, 18 mars 2005.

L'évacuation des colonies israéliennes de Gaza, prévue pour la fin du mois de juin, a déclenché une tempête politique qui pourrait frapper la démocratie israélienne comme jamais auparavant. Les opposants au projet sont prêts à tout pour empêcher ce retrait. L'une des préoccupations des décideurs israéliens est que les images de Palestiniens se réjouissant de ce départ en plantant des drapeaux palestiniens sur les maisons des colons puissent donner une image de faiblesse d'Israël. C'est pourquoi le gouvernement à Jérusalem veut raser les maisons des colons comme cela avait été fait en 1982 dans le Sinaï. A l'époque, cette décision avait été prise par le ministre de la Défense : Ariel Sharon.
Je pense pour ma part qu'il s'agit d'une mauvaise décision et qu'il faudrait au contraire organiser le don de ces maisons aux Palestiniens en gage de bonne volonté. Comme de toute façon Israël compte abandonner ces maisons, qu'il s'en serve au moins pour améliorer le climat entre Israéliens et Palestiniens.
Churchill rappelle dans ses mémoires qu'après la Première Guerre mondiale, il avait demandé au gouvernement de Lloyd George d'envoyer à Hambourg des navires britanniques avec de la nourriture, car on y mourrait de faim. Cette idée avait été jugée ridicule et rejetée. Cela n'aurait-il pas pourtant permis de diminuer la volonté de revanche de l'Allemagne ?
Israël doit essayer une nouvelle politique en se montrant magnanime avec les Palestiniens.

Ahmed Jibril

« Des kamikazes en deltaplane »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « ••••••••• •• •••••••••••• », par Ahmed Jibril, *Vremya Novostyey*, 21 mars 2005.
Ce texte est adapté d'une interview.

Ahmed Jibril est secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine-Commandement Général (FPLP-CG), issu d'une scission du FPLP de Georges Habache survenue en 1968. Il a servi comme officier dans l'armée syrienne avant de rejoindre successivement le Fatah puis le FPLP. il s'est surtout fait remarquer par la capture et l'échange de militaires israéliens au Liban et par des tentatives d'infiltration en Israël utilisant des technologies nouvelles (ballons à air chaud, appareils ULM, deltaplanes).

Nous ne sommes pas optimistes, Yasser Arafat avait fait beaucoup de concessions aux Israéliens. C'est le premier leader de l'histoire du combat palestinien à avoir reconnu le droit à l'existence d'Israël sur le sol palestinien, il a pratiquement retiré des statuts de l'OLP l'objectif de libération des territoires palestiniens. Ce n'est pas pour rien qu'il a reçu le prix Nobel de la paix en 1994 ; en plus des concessions faites à Oslo en 1993, il a durement réprimé l'opposition palestinienne, des centaines de personnes ont été emprisonnées et au moins 25 sont mortes sous la torture. Il s'agit bien des prisons de Yasser Arafat. Je ne vois pas ce que Bush et les Israéliens peuvent encore attendre comme concession de la part de Mahmoud Abbas ? Nous mettre tout nus ?
Les réfugiés, qui sont six ou sept millions, doivent rentrer conformément à la résolution de l'ONU, le statut de Jérusalem doit être défini et les colonies juives évacuées. Je ne pense pas que Mahmoud Abbas perde de vue ces objectifs. Il n'a pas assez de poids dans le Fatah et dans la population en général, ni lui ni personne ne pourra arrêter la résistance tant que le problème palestinien ne sera pas résolu. C'est un vétéran du mouvement, mais on ne peut pas dire qu'il soit un leader historique. Notre combat a une longue histoire, c'est de la Deuxième Guerre mondiale qu'a résulté la naissance d'Israël. Ce sont Staline et les leaders occidentaux qui l'ont décidé et qui ont chassé les Palestiniens pour installer les juifs sur leur sol. Nous n'avons pas encore de leader qui incarne vraiment la volonté du peuple et Abbas ne doit pas franchir la ligne rouge. Concernant le retour des réfugiés par exemple, s'il trahit les intérêts du peuple il se trouvera toujours un Palestinien pour le lui faire payer.
Notre front (le FPLP-CG, front populaire de libération de la Palestine-commandement général) a été un pionnier en matière d'attentats suicides, le premier a eu lieu à Kiriat Shmone en 1974. La fameuse attaque en deltaplane a eu lieu en 1987, nous avions surpris nos ennemis et le monde entier. Les deltaplanes en toile et aluminium, avec un petit moteur, étaient partis du Sud Liban pour parvenir 45 km derrière les lignes ennemis. Au début l'attentat suicide fut un pas difficile à franchir, surtout du point de vue religieux car le suicide est interdit en Islam, ensuite nous avons été beaucoup imités. Nous voulions faire comprendre que notre foi en la cause est telle que nous sommes prêts à mourir pour elle. Si nous avions eu la technologie, peut-être que nous n'aurions pas eu besoin de cela, mais quand les Américains tirent des missiles sur des quartiers d'habitation et tuent des innocents, c'est pire et encore plus lâche ! Nous ne sommes pas une armée, nous sommes un mouvement populaire, les gens sont volontaires. Je n'ai pas personnellement commis d'attentat suicide car je dois assurer le contrôle. Le premier groupe de kamikazes était composé d'un Irakien, d'un Palestinien et d'un Syrien, dans le deuxième il y avait aussi un Libanais. Il était important de montrer que les

Arabes en général nous soutenaient, un Japonais a même été emprisonné en Israël [1].

Le FPLP a déjà fait des victimes civiles mais comment faire ? Les bombardements israéliens tuent aussi des femmes et des enfants. Prenez ce qui s'est passé à Der Yassin en 1948 : le massacre perpétré par les membres de l'organisation extrémiste Irgoun de Menahem Begin n'a pas empêché celui-ci de devenir Premier ministre par la suite. Notre principe essentiel est de nous battre uniquement sur le sol palestinien.

Les Israéliens ont essayé par tous les moyens de me tuer mais Allah me protège, à la cinquième tentative ils ont assassiné mon fils à Beyrouth en mai 2002. J'ai servi dans l'armée syrienne mais quand j'ai formé mon premier groupe clandestin, la Syrie était dirigée de fait par Nasser et son directeur des services spéciaux, alors nous nous sommes débrouillés seuls. J'ai fait de nombreux séjours en URSS, mais en tant qu'organisation nous n'avons jamais reçu un fusil ni un kopeck. Nous étions nationalistes et l'URSS soutenait uniquement ceux qui se disaient de gauche, marxistes ou communistes. Nous n'avons jamais établi de relation avec les régimes arabes conservateurs comme les pays du Golfe, nous étions proches de la Libye, de la Syrie et de l'Irak. Les problèmes internes de la Russie lui ont fait perdre son rôle historique effectif dans notre région, elle suit la politique américaine qui favorisera toujours Israël. Nous les Arabes ne sommes rien pour les Américains. Peut-être que la Russie retrouvera son influence mais actuellement ni moi ni les autres politiciens arabes n'y croyons vraiment.

---

[1] le 30 mai 1972, un groupe de trois membres de l'armée rouge japonaise arrivant sur un vol de Paris à Tel Aviv avait lancé des grenades et tiré sur la foule dans l'aéroport, faisant 25 morts et des dizaines de blessés. Kozo Okamoto, seul survivant, fut condamné à perpétuité. Il a été libéré lors d'un échange de prisonniers en 1985, avec lui sur la liste figuraient Djibril Rajoub, un des dirigeants actuels des services secrets, et Cheikh Ahmed Yassine

---

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .